



FRONT D'ACTION POPULAIRE EN REAMENAGEMENT URBAIN

180, boul. René-Lévesque Est, local 105, Montréal (Québec) H2X 1N6

Tél. : (514) 522-1010 • Téléc. : (514) 527-3403

Courriel : frapru@cam.org • Web : <http://www.frapru.qc.ca/>

Pour un 7400 plus inclusif

Mémoire du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)

Présenté à l'Office de consultation publique de Montréal

Dans le cadre des consultations sur le Centre 7400

Le 1^{er} décembre 2010

Présentation :

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) est un regroupement national de 126 organismes membres, dont 64 à Montréal. Il a pour mission la défense collective des droits des locataires et comme principe le droit au logement.

Le projet

Le projet d'un promoteur privé concernant le 7400 St-Laurent est préoccupant. Il mettrait fin à un lieu servant des besoins communautaires et sociaux. De plus, l'arrivée massive de plus de 300 unités de condo ne fera qu'accroître les disparités économiques dont souffre le développement résidentiel récent du quartier, particulièrement dans ce secteur à l'ouest de St-Laurent.

Le quartier Villeray, ainsi que son voisin Parc-Extension, ont des besoins en logements sociaux considérables. Qu'il n'y ait aucune inclusion de logements sociaux dans le projet et ce, avec l'assentiment des éluEs, relève du mépris envers les locataires les locataires à faibles et modestes revenus. Qu'une infime somme d'argent, plus ou moins 300 000 \$, soit versé par le promoteur ajoute l'insulte à l'injure.

Les Clercs St-Viateur, quant à eux, ont un devoir de conscience. Nous pouvons comprendre qu'ils ont des impératifs financiers, mais on ne doit pas oublier qu'ils ont bénéficiés de mesures fiscales généreuses depuis des décennies. Ils devraient donc trouver moyen de faire une vente avec un peu plus de considérations pour la population vulnérable du quartier, allant dans le sens des valeurs de leur congrégation.

Recommandation

Nous n'avons pas de solution miraculeuse à proposer, mais nous constatons que tous les acteurs du quartier n'ont pas été mis à contribution en vue de trouver un projet multiple et plus rassembleur. En ce sens, nous proposons :

- 1. Que les instances municipales responsables adoptent un moratoire permettant de trouver une solution de rechange à ce qui est proposé concernant le 7400.**
- 2. Qu'une concertation soit mise en place afin d'analyser toutes les avenues possibles sur le site du 7400. Cette concertation devra être composée minimalement des Clercs St-Viateur, des organismes locataires du 7400, d'élus, de représentantEs de l'Association des locataires de Villeray et/ou du Conseil solidarité Villeray et/ou de la Coalition des amies du 7400.**